

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1223 le 27 mars 2022

Dans ce numéro

En Somalie au moins 48 morts après plusieurs attaques menées par Al-Shabaab...

(Page 2)

Une force de sécurité spéciale intégrée aux services de renseignement pour protéger les scientifiques iraniens...

(Page 3)

P'yongyang affirme avoir procédé au tir d'un nouveau type de missile balistique intercontinental...

(Page 5)

Arrivée en Slovaquie des premiers éléments chargés de déployer le système de défense aérienne Patriot...

(Page 6)

Un militaire sud-coréen serait parti combattre aux côtés des forces ukrainiennes...

(Page 7)

La Corée du Sud renforce son niveau de protection du cyberspace...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

En RDC, les mouvements financiers du groupe État islamique, sous haute surveillance américaine...

Les États-Unis surveillent les mouvements financiers du groupe État islamique en République démocratique du Congo en vue de les perturber efficacement. C'est ce qu'a indiqué hier Brian Nelson sous-secrétaire au département américain du Trésor chargé du terrorisme et du renseignement. Au sujet des biens liés à la corruption et au financement du terrorisme les États-Unis surveillent la capacité de Daesh de lever, conserver et transférer des fonds à partir de la RDC et de la région, déclare le communiqué de Brian Nelson. Washington affirme vouloir travailler étroitement avec le gouvernement de Kinshasa pour combattre Daesh et faire de la RDC un environnement hostile pour ce groupe terroriste. Cet effort comprend le traçage et la perturbation efficace de leurs finances. Brian Nelson a effectué une visite à Kinshasa du 16 au 18 mars durant laquelle il a été évoqué la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, explique le communiqué. D'origine ougandaise le groupe ADF est présenté par l'organisation djihadiste État islamique comme sa branche en Afrique Centrale. Depuis mars 2021 les États-Unis ont placé les ADF sur leur liste des organisations terroristes. Les ADF sont accusés de nombreux massacres dans l'est de la RDC et de récents attentats en Ouganda.

(La voix de l'Amérique, le 22-03-2022)

Taiwan en passe de prolonger la durée du service national...

Aujourd'hui, lors d'une réunion de la commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense nationale, le ministre de la Défense Chiu Kuo-cheng a confirmé le projet de son ministère de prolonger la durée du service militaire obligatoire en la faisant passer de quatre mois à une année entière, afin de renforcer la force du pays face à la menace chinoise. Selon le ministre, ce changement n'impliquera pas de révision de la loi en vigueur sur le service militaire qui présente déjà deux options, soit quatre mois ou un an. Il faut rappeler que le gouvernement avait adopté il y a quelques années une politique visant à agrandir la proportion des militaires professionnels en réduisant en même temps la durée du service obligatoire en la ramenant à seulement quatre mois. Chiu Kuo-cheng a ajouté que le nombre de militaires professionnels ne serait pas réduit pour autant.

(Radio Taiwan international, le 23-03-2022)

Chergui 2022, un exercice militaire conjoint maroco-français dans la région d'Errachidia...

Le roi Mohamed VI, chef suprême et chef d'état-major général des forces armées royales, a donné ses instructions pour cet exercice interarmées maroco-français baptisé Chergui 2022. Il se déroule dans la région d'Errachidia depuis le 1er mars et jusqu'au 25 mars.

(Médi-1, le 22-03-2022)

En Somalie au moins 48 morts après plusieurs attaques menées par Al-Shabaab...

En Somalie, après l'attaque contre l'aéroport de Mogadiscio, les shabaab ont visé mercredi soir des hommes politiques en campagne électorale dans la localité de Beledweyne dans le centre du pays. Le bilan est de 48 morts. Lors d'une première attaque à l'aide d'un kamikaze les islamistes ont tué deux députés sortants ainsi que plusieurs de leurs gardes. La seconde explosion a eu lieu devant l'hôpital de la ville causant la mort d'autres personnes.

(Radio Vatican, le 25-03-2022)

Douze militaires tués lors d'une attaque djihadiste présumée dans l'est du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, au moins douze soldats burkinabés ont été tués hier dimanche lors d'une attaque djihadiste présumée contre une équipe de patrouille et de sécurisation aux environs de Natiaboani dans l'est du pays. C'est ce qu'ont indiqué à l'AFP des sources sécuritaires confirmant un regain des violences ces derniers jours dans le pays. Plusieurs éléments ont également été neutralisés côté ennemi, a assuré une de ces sources, sans plus de précision. En dix jours il s'agit de la sixième attaque recensée dans le nord et l'est du Burkina Faso. Au total, vingt-trois civils et vingt-cinq militaires, gendarmes et soldats sont morts dans ces attaques.

(La voix de l'Amérique, le 21-03-2022)

Quatre militaires maliens tués lors de deux attaques djihadistes distinctes...

Deux soldats maliens ont été tués à Boni, dans le centre du pays, et deux autres à Tessit, dans l'est, lors de deux attaques djihadistes distinctes repoussées par les militaires, selon un communiqué des forces armées maliennes. Dans l'embuscade de Boni, qui a fait également sept blessés dans leurs rangs, les forces armées maliennes disent avoir riposté en tuant treize assaillants et en interpellant deux terroristes à Tessit qui se situe à quelques dizaines de kilomètres des frontières avec le Burkina Faso et le Niger dans la zone dite des trois frontières. Un poste des forces armées a été attaqué et l'armée a enregistré outre les deux morts, dix blessés. Toujours selon le communiqué, l'armée a repoussé vigoureusement l'attaque, neuf morts ont été dénombrés sur place et plusieurs blessés terroristes ont été interceptés et anéantis par une intervention aérienne. L'armée conclut son court communiqué en précisant que le ratissage continuait pour « nettoyer » ces secteurs.

(La voix de l'Amérique, le 22-03-2022)

Deux postes de police attaqués par des séparatistes présumés, dans le sud-est du Nigeria...

Au Nigeria, deux attaques ont été perpétrées ce week-end contre des postes de police dans le sud-est du pays. Les attaques n'ont pas été revendiquées, mais les autorités soupçonnent les séparatistes. La première attaque a eu lieu samedi à la sortie de Owerri, la capitale de l'État d'Imo, des hommes armés ont visé un poste de police avec des explosifs tuant deux policiers. Selon Michael Abattan, le porte-parole de la police de l'État, les assaillants avaient également envahi la résidence de Georges Obiozor, un chef communautaire Igbo, et détruit une partie du bâtiment avec des explosifs. Ce dernier n'était pas chez lui au moment de l'attaque. Dimanche lors d'une seconde attaque, toujours dans l'État d'Imo, des hommes armés ont ciblé un poste de police avec des explosifs. Ils sont arrivés avec de la dynamite aux premières heures de la journée et ont attaqué une partie du commissariat de Omuma, mais l'assaut a été repoussé, a indiqué la porte-parole de la police de cet État. Selon lui parmi les assaillants quatre hommes armés ont été neutralisés et cinq engins explosifs improvisés ont été récupérés.

(La voix de l'Amérique, le 21-03-2022)

Au moins seize villageois tués par des inconnus armés dans le nord-ouest du Nigeria...

Au Nigeria, la police a annoncé hier que des hommes armés ont tué dimanche au moins seize villageois lors d'une attaque dans le nord-ouest du pays, dernières violences en date imputées à des bandes criminelles lourdement armées. La presse locale évoque quant à elle un bilan bien plus élevé avec au moins trente-sept morts, dont le chef de village et des dizaines de personnes kidnappées.

(La voix de l'Amérique, le 22-03-2022)

Plusieurs morts après une offensive de l'armée sénégalaise en Casamance...

L'armée sénégalaise a annoncé hier mardi avoir totalement détruit ou occupé les bases rebelles dans plusieurs régions de la Casamance déplorant un soldat tué et huit blessés lors de l'opération militaire. Les affrontements ont fait plusieurs morts dans le camp rebelle, a annoncé l'armée sans en préciser le

nombre ajoutant que d'autres séparatistes ont fui en abandonnant armes et matériel. Elle avait annoncé le 13 mars le lancement d'une opération en Casamance afin de démanteler les bases de la faction rebelle MFDC de Salif Sadio.

(La voix de l'Amérique, le 23-03-2022)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Une force de sécurité spéciale intégrée aux services de renseignement pour protéger les scientifiques iraniens...

L'Iran est de plus en plus préoccupé par les menaces potentielles pesant sur ses installations nucléaires et ses scientifiques, et prévoit de mettre en place une force de sécurité spéciale pour les protéger, ont rapporté cette semaine les médias de la République islamique. La nouvelle unité sera placée sous le contrôle de l'unité de renseignement des Gardiens de la révolution islamique. Baptisée Commandement de la défense des installations nucléaires, elle sera intégrée aux services de renseignement iraniens. Son objectif sera de protéger les installations sensibles contre le sabotage et les hauts responsables liés au programme nucléaire contre les assassinats par Israël et d'autres éléments hostiles, a-t-il été précisé. De nombreux sabotages et assassinats non revendiqués ont visé des installations nucléaires et des scientifiques iraniens depuis 2010. La dernière élimination de ce type remonte à novembre 2020, avec l'assassinat de celui qui était considéré comme le père du nucléaire iranien, Mohsen Fahrizadeh. La République islamique accuse l'État hébreu et ses services de renseignement d'être derrière chacun de ces actes. Israël n'a pour sa part jamais commenté ces allégations.

(I24News, le 23-03-2022)

La Pologne en passe d'expulser 45 diplomates russes accusés d'espionnage...

La Pologne a décidé d'expulser 45 espions russes se faisant passer pour des diplomates. L'annonce a été faite par le ministre polonais de l'Intérieur Mariusz Kaminski qui précise que son pays est en train de démanteler le réseau des services spéciaux russes en Pologne. Du côté de Moscou l'ambassadeur de Russie en Pologne Sergueï Andreev qui a confirmé les expulsions, a précisé que les personnes concernées devront quitter la Pologne dans cinq jours. Il a affirmé que les accusations d'espionnage à leur égard étaient sans fondement et annoncé que la Russie se réservait le droit de prendre des mesures de rétorsion.

(Deutsche Welle, le 24-03-2022)

En Pologne, arrestation d'un employé de la ville de Varsovie accusé d'espionnage au profit de la Russie...

Varsovie a décidé hier d'expulser 45 diplomates russes de son territoire. Ils sont soupçonnés d'être des agents des services de renseignement. Pour le ministre polonais de l'Intérieur Mariusz Kaminski, il ne fait aucun doute qu'après enquête 45 espions russes se faisaient passer pour des diplomates. Ils auront cinq jours pour plier bagage. L'ambassadeur de Russie au pays a dénoncé les accusations et promis que des mesures similaires seront prises à l'endroit des diplomates polonais œuvrant en Russie. Dans la journée, des images de fumées émanant de l'ambassade russe à Varsovie ont circulé sur les réseaux sociaux laissant croire que l'on y brûlerait des documents. Toujours mercredi les autorités polonaises annonçaient l'arrestation pour espionnage au profit de la Russie d'un employé travaillant depuis 2005 au bureau d'enregistrement de la ville de Varsovie. Ces gestes surviennent deux jours après la publication de l'ancien président de la Fédération de Russie Dimitri Medvedev figure toujours influente au Kremlin. Dans des termes crus, il répliquait au désir du gouvernement polonais de « dérussement » son économie en évoquant la russophobie.

(Radio Vatican, le 24-03-2022)

L'Ukraine et l'Estonie privée du logiciel espion israélien Pegasus...

Israël a empêché l'Ukraine et l'Estonie d'acheter le logiciel espion *Pegasus* de NSO Group par crainte que les responsables russes ne soient irrités par la vente de cet outil de piratage sophistiqué à un ennemi régional, a rapporté le quotidien américain *New York Times*. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a critiqué la position d'Israël depuis que la Russie a lancé son invasion le 24 février, déclarant dans un récent discours devant les membres de la Knesset que Jérusalem devrait donner des réponses sur les raisons pour lesquelles il n'a pas donné d'armes à l'Ukraine ou appliqué des sanctions

contre les Russes. Des personnes ayant une connaissance directe du dossier affirment que depuis au moins 2019, des responsables ukrainiens ont fait pression sur Israël pour tenter de le convaincre d'accorder une licence pour l'utilisation de l'outil d'espionnage par l'Ukraine. Des sources proches du dossier ont estimé que la décision de l'État juif reflétait une réticence à provoquer l'ire de la Russie, qui entretient des relations étroites avec Israël en matière de renseignement. Selon ces mêmes sources, Israël craint qu'accorder à l'Ukraine la capacité de cibler les numéros de téléphone mobile basés en Russie par le biais de *Pegasus* soit considéré comme un acte d'agression contre les services de renseignement russes. Le gouvernement israélien a autorisé l'achat de *Pegasus* à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, qui ont utilisé cette arme pour espionner des dissidents, des militants des droits de l'Homme et des journalistes dans ces pays. Des dirigeants démocratiquement élus en Inde, en Hongrie, au Mexique, au Panama et dans d'autres pays ont également utilisé *Pegasus* pour espionner leurs opposants politiques. « Les décisions politiques concernant le contrôle des exportations tiennent compte de considérations sécuritaires et stratégiques, qui incluent l'adhésion aux accords internationaux » a déclaré le ministère israélien de la Défense dans un communiqué en réponse aux questions du *New York Times*. « En matière de politique, l'État d'Israël approuve l'exportation de produits cybernétiques exclusivement à des entités gouvernementales, pour un usage légal, et uniquement dans le but de prévenir et d'enquêter sur la criminalité et de lutter contre le terrorisme, en vertu de déclarations d'utilisation finale/utilisateur final fournies par le gouvernement acquéreur » a-t-il ajouté.

(I24News, le 24-03-2022)

... MILITAIRE ...

Plusieurs tirs de l'artillerie nord-coréenne en direction de la mer Jaune...

La Corée du Nord a procédé, dimanche vers 7h20, à quatre tirs d'artillerie en direction de la mer Jaune, située entre la péninsule coréenne et la Chine. D'après l'état-major interarmées sud-coréen (JSC) et les autorités américaines, il s'agirait de lance-roquettes multiples perfectionnés. L'armée nord-coréenne aurait tiré quatre projectiles, pendant une heure depuis la province de Pyongan du Sud. Ces engins auraient été utilisés dans le cadre des exercices hivernaux réguliers des troupes du royaume ermite ou des tests visant à évaluer la capacité d'un nouveau type de ce système d'artillerie. Le pays communiste aurait également voulu livrer un message d'avertissement contre les manœuvres militaires conjointes sud-coréano-américaines prévues le mois prochain. Pour rappel, le régime de Kim Jong-un a opéré des essais d'un système de missile balistique intercontinental le 27 février et le 5 mars. Plus récemment, il a lancé mercredi dernier un missile balistique présumé, bien qu'il semble que celui-ci ait explosé en vol à une altitude inférieure à 20 kilomètres, selon les autorités de Séoul. Immédiatement après cette nouvelle provocation, le Conseil de sécurité national (NSC) a convoqué, hier matin, une réunion d'urgence de rang vice-ministériel au cours de laquelle les participants ont décidé de suivre de près les mouvements au nord du 38e parallèle pour maintenir une posture de défense inébranlable en cette période de transition de pouvoir au Sud.

(KBS World Radio, le 21-03-2022)

La République populaire démocratique de Corée (RPDC) a procédé dimanche à quatre tirs suspects de lance-roquettes multiples au large de sa côte ouest, a indiqué l'agence de presse sud-coréenne *Yonhap* citant des responsables militaires. Les tirs à courte portée ont été effectués depuis une zone non précisée de la province du Pyongan du Sud en direction des eaux occidentales pendant une durée d'environ une heure à partir de 07h20 heure locale (22h20 GMT la veille). Le Conseil de sécurité nationale (NSC) de la République de Corée a convoqué une réunion d'urgence vice-ministérielle pour discuter de la situation, a fait savoir la porte-parole de la présidence sud-coréenne Park Kyung-mee dans un communiqué écrit. Les participants de la réunion ont décidé d'effectuer une analyse précise des détails de ces tirs en étroite coopération avec les États-Unis tout en surveillant les évolutions concernées. La RPDC aurait échoué dans son lancement d'un projectile non identifié le 16 mars, avait annoncé l'armée sud-coréenne plus tôt ce mois-ci. D'après Séoul, P'yongyang aurait également testé un nouveau système de missile balistique intercontinental (ICBM) les 27 février et 5 mars. Mais la RPDC a qualifié ces lancements de tests effectués dans le cadre du développement de son satellite de reconnaissance.

(Radio Chine internationale, le 21-03-2022)

La Corée du Nord a procédé à un nouveau tir de missile...

Le ministère japonais de la Défense a fait savoir que la Corée du Nord avait tiré ce qui pourrait être un missile balistique intercontinental, un ICBM. Il a atterri dans la Zone économique exclusive du Japon. Le projectile serait retombé dans les eaux à près de 150 kilomètres à l'ouest de la péninsule d'Oshima, dans le département de Hokkaido (nord du Japon) vers 15h44 ce jeudi. Selon les militaires sud-coréens, le missile a suivi ce que l'on appelle une trajectoire en cloche, c'est-à-dire à un angle plus prononcé pour envoyer le missile plus haut. Il s'agit du 11e lancement de missile par la Corée du Nord depuis le début de l'année.

(Radio Japon international, le 24-03-2022)

La Corée du Nord a lancé aujourd'hui vers 14h34 un nouveau projectile présumé être un missile balistique intercontinental (ICBM) depuis Sunan, aux alentours de sa capitale, en direction de la mer de l'Est qui sépare la péninsule coréenne et l'archipel japonais. C'est ce qu'a annoncé l'état-major interarmées sud-coréen (JCS). Supposé être le *Hwasong-15* ou le *Hwasong-17*, l'engin aurait parcouru environ 1 080 kilomètres à une altitude maximale de 6 200 kilomètres. C'est la première fois depuis novembre 2017 que P'yongyang effectue un tir d'ICBM. À Séoul, le président de la République a convoqué d'urgence le Conseil de sécurité nationale (NSC). À cette occasion, Moon Jae-in a déclaré que le dernier lancement est non seulement une menace autour de la péninsule, mais aussi pour toute la communauté internationale. Il a également ajouté que cela constituait une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Avant de conclure que le régime de Kim Jong-un a rompu lui-même son moratoire sur les essais nucléaires et ceux d'ICBM. À partir de 16h25, l'armée sud-coréenne a pour sa part testé ses missiles *Hyunmoo-2*, *ATACMS* ou encore *Haesung-2* afin de faire preuve de sa capacité de contre-mesure. Et en collaboration avec les États-Unis, elle reste sur le qui-vive afin de répondre à d'éventuelles provocations supplémentaires. Le tir de ce jeudi est la 12e démonstration de force de l'année du pays communiste.

(KBS World Radio, le 24-03-2022)

P'yongyang affirme avoir procédé au tir d'un nouveau type de missile balistique intercontinental...

La Corée du Nord affirme avoir réussi jeudi un essai d'un nouveau type de missile balistique intercontinental, le *Hwasong-17*. L'édition de vendredi du *Rodong Sinmun*, le quotidien du Parti des travailleurs, la formation au pouvoir, mentionne que le missile a été lancé en présence de Kim Jong-un, le dirigeant du pays. C'est la première fois que le Nord annonce le lancement d'un missile *Hwasong-17*. Le quotidien explique que le missile a été tiré jeudi, sur instruction du dirigeant Kim, depuis l'aéroport international de Sunan en direction de la mer du Japon. Sunan se trouve dans la banlieue de P'yongyang. Le journal précise que le missile a volé selon une trajectoire dite bombée, dont l'angle de lancement est plus élevé que pour des projectiles habituels. L'engin aurait atteint une altitude de 6 248,5 kilomètres et parcouru une distance de 1 090 kilomètres en 67 minutes environ avant d'atteindre avec précision une cible située en mer. Le quotidien rapporte les propos de Kim Jong-un, qui a souligné que son pays allait poursuivre le renforcement de ses capacités militaires de dissuasion nucléaire, à la fois en qualité et en quantité, pour se préparer à une confrontation avec l'impérialisme américain. Le missile serait retombé dans la mer du Japon jeudi après-midi, à environ 150 kilomètres à l'ouest de la péninsule d'Oshima, qui se trouve au large de Hokkaido, l'île la plus au nord de l'Archipel. Le point de chute du missile se trouvait à l'intérieur de la zone économique exclusive du Japon. En avril prochain, la Corée du Nord va célébrer le 110e anniversaire de la naissance du fondateur du pays, Kim Il-sung, qui est le grand-père du dirigeant actuel. La communauté internationale est en état d'alerte, car cet anniversaire constitue un événement majeur pour le régime de P'yongyang. Certains observateurs estiment que P'yongyang pourrait tirer un autre missile de classe ICBM tout en affirmant qu'il s'agit d'un satellite de reconnaissance.

(Radio Japon international, le 25-03-2022)

P'yongyang a tiré, hier, un missile balistique intercontinental (ICBM) en direction de la mer de l'Est. À ce propos, deux médias officiels du pays communiste ont fait savoir que ce lancement a été effectué sur l'ordre et en présence du dirigeant Kim Jong-un. L'agence de presse officielle nord-coréenne *KCNA* et le quotidien *Rodong Sinmun* ont rapporté aujourd'hui que le numéro un nord-coréen a ordonné le tir d'essai d'un nouvel ICBM de type *Hwasong-17* en paraphant son message de mercredi. Ces médias ont publié la photo du texte en question. Dans son message, Kim III déclarait : « J'entérine le tir d'essai.

Procédez au lancement le 24 mars. Tirez avec vaillance au nom de la grande dignité et de l'honneur de la patrie et du peuple ». Toujours selon la *KCNA* et le *Rodong Sinmun*, le leader est venu sur place hier pour encadrer en personne toutes les étapes du lancement. À cette occasion, l'homme fort de P'yongyang a affirmé que l'apparition d'une nouvelle arme stratégique de son pays marquera nettement l'esprit de la communauté internationale sur la performance des forces militaires nord-coréennes. D'après lui, grâce à la modernité de son arsenal stratégique, la Corée du Nord pourra consolider les bases nécessaires pour assurer la garantie et la confiance en termes de sécurité. Kim a souligné que le nouvel ICBM est un concentré de technologies de pointe et que le succès de son tir d'essai permet d'exhiber la performance de l'industrie de la défense autonome. Dans la foulée, il a affiché la volonté de continuer à renforcer sa force de dissuasion nucléaire pour assurer la sécurité nationale. Et d'ajouter que son régime se dotera des capacités militaires susceptibles de bloquer toute menace et qu'il se préparera minutieusement à une longue confrontation avec les États-Unis. À propos du tir du projectile, la *KCNA* a fait savoir que, lancé depuis l'aéroport international de P'yongyang, cet ICBM de type *Hwasong-17* a atteint une altitude maximale de 6 248,5 kilomètres pour parcourir au total 1 090 kilomètres pendant 4 052 secondes et frapper avec précision la zone prédéfinie dans les eaux internationales de la mer de l'Est. L'agence de presse a précisé que le déploiement a été effectué à un angle élevé en prenant en compte la sécurité des pays voisins.
(KBS World Radio, le 25-03-2022)

Forte concentration de troupes nord-coréennes sur un aéroport de P'yongyang...

La Corée du Nord semble préparer une grande parade militaire pour un triple anniversaire, le mois prochain. En avril, cela fera 10 ans que son jeune dirigeant Kim Jong-un a été nommé premier secrétaire du Parti des travailleurs et président de la Commission de la défense nationale. Le pays communiste célébrera également le 110e anniversaire de son fondateur Kim Il-sung, décédé en 1994. De nouvelles images satellite fournies lundi par la société américaine Planet Labs montrent la préparation de ce défilé. 600 à 650 véhicules y sont aperçus. Ils sont stationnés dans un espace vert près de l'aérodrome Mirim aux environs de P'yongyang. À en croire *Radio Free Asia (RFA)*, sur les photos prises en février, seulement quelque 150 voitures y ont été observées. La radio américaine estime désormais qu'entre 7 500 et 8 000 soldats au moins sont mobilisés, alors que certains experts font état de plus de 10 000. Lundi, un responsable de l'armée sud-coréenne a évoqué un effectif d'environ 6 000.

(KBS World Radio, le 24-03-2022)

Washington et Séoul décideront conjointement de l'ampleur de leur prochain exercice militaire...

La Corée du Sud et les États-Unis se pencheront ensemble sur l'ampleur et le calendrier de leur exercice militaire conjoint qu'ils envisagent d'organiser vers le milieu du mois prochain. C'est ce qu'a annoncé, aujourd'hui, Martin Meiners, le porte-parole du département américain de la Défense, interrogé par *Radio Free Asia (RFA)*. Selon lui, la préparation militaire est l'une des priorités du chef du Pentagone et l'exercice des armées combiné est l'un des principaux moyens pour consolider l'alliance entre les deux nations. Il a pourtant évité de faire des commentaires sur les critiques de la Corée du Nord qui dénonce cette manœuvre coordonnée. « Nous maintenons une préparation militaire de haut niveau dite *Fight Tonight*, capable de protéger et de défendre la Corée du Sud contre toutes les menaces ou tous les ennemis » a précisé de son côté un porte-parole des forces américaines stationnées dans le pays du matin clair dans sa réponse transmise à la *Voix de l'Amérique (VOA)*. Séoul et Washington entameront vers la mi-avril leur entraînement du premier semestre. Au programme, l'exercice de gestion du personnel de commandement (CMST) entre le 12 et le 15 avril et la Formation de poste de commandement combiné (CCPT) entre le 18 et le 28 avril. Face à cette annonce, les médias de propagande nord-coréens estiment que les risques d'une guerre atteignent leur apogée.

(KBS World Radio, le 22-03-2022)

Arrivée en Slovaquie des premiers éléments chargés de déployer le système de défense aérienne Patriot...

Selon les informations du ministre de la Défense Jaroslav Nad, les premières unités chargées de mettre en place le système de défense aérienne *Patriot* arrivent progressivement en République slovaque. Le processus se poursuivra dans les prochains jours. Le système sera temporairement situé à la base aérienne de Sliac. Le ministre a précisé que le système *Patriot* ne remplaçait pas l'ancien

système russe S-300, mais qu'il s'agissait d'un élément complémentaire de la défense de l'espace aérien de la République slovaque.

(Radio Slovaquie internationale, le 21-03-2022)

Retour en Allemagne pour les militaires américains ayant participé à Saber Strike 2022...

Les derniers véhicules du convoi militaire américain traversant la Tchéquie ont quitté le pays ce mardi matin. Organisé dans le cadre de l'exercice *Saber Strike 2022*, qui fait partie du grand exercice international *Defender Europe 2022*, ce déplacement depuis le mois de février a permis à des soldats américains et tchèques de s'entraîner pour la Force de réaction de l'OTAN, en Slovaquie voisine. Le convoi est reparti vers l'Allemagne en quatre temps à partir de jeudi dernier. Quelque 1 200 soldats et 500 véhicules ont ainsi traversé la Tchéquie dans les deux sens au cours des dernières semaines. Par le passé, des troupes et équipements de l'armée américaine ont déjà traversé le pays dans le cadre d'exercices militaires, suscitant parfois les critiques, notamment de la part d'associations critiques de l'OTAN et sympathisant avec la Russie.

(Radio Prague internationale, le 22-03-2022)

L'OTAN en passe de renforcer encore davantage ses défenses contre la Russie...

L'Alliance atlantique va déployer quatre nouveaux groupements en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et en Slovaquie pour renforcer ses défenses contre la Russie sur son flanc est, selon le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg. Les alliés ont déjà renforcé leur soutien à l'Ukraine en fournissant des systèmes de défense aérienne, des systèmes antichars et différents types d'armes et de munitions. « J'attends des alliés qu'ils examinent comme ils peuvent fournir davantage de protection et de défense contre les armes chimiques » a déclaré hier M. Stoltenberg.

(La voix de l'Amérique, le 24-03-2022)

Un militaire sud-coréen serait parti combattre aux côtés des forces ukrainiennes...

Un soldat sud-coréen est parti lundi sans autorisation pour Varsovie, capitale de la Pologne, pour rejoindre, selon lui, des volontaires de la légion internationale ukrainienne. Il a ensuite tenté en vain d'entrer dans le pays en guerre, suite à l'intervention des autorités diplomatiques de son pays. L'homme est censé avoir quitté hier le poste de contrôle frontalier. Mais il est depuis injoignable. On a appris que lorsque ce militaire était en route vers la frontière ukrainienne, après son arrivée en Pologne, il avait posté sur les réseaux sociaux plusieurs photos avec ses commentaires. Le fugitif y a avoué avoir connu des cas de comportements absurdes dans le corps des *Marines* auquel il appartient. De son côté, le ministère sud-coréen des Affaires étrangères est à la recherche de ses traces en coopération avec le gouvernement local. Les autorités militaires, quant à elles, ont annoncé qu'il s'agissait d'un dérapage individuel. Elles se sont aussi engagées à faire le nécessaire afin d'empêcher une telle conduite de se reproduire.

(KBS World Radio, le 24-03-2022)

Washington en passe d'augmenter considérablement son budget destiné aux dépenses militaires...

Le gouvernement des États-Unis augmentera de plus de 30 milliards de dollars son budget pour les dépenses militaires et la sécurité nationale dans le plan de l'année fiscale 2023, ont avancé des fonctionnaires familiarisés avec le sujet. Selon le quotidien *The Hill*, le président Joe Biden demandera lundi prochain au Congrès 813,3 milliards de dollars à ces fins au cours du prochain exercice budgétaire. La demande représenterait une augmentation de 31 milliards de dollars, soit quatre pour cent des dépenses approuvées pour l'année fiscale en cours et environ 43 milliards de plus que prévu par le bureau du budget pour la période. Sur ce chiffre, 773 milliards de dollars seraient pour le Pentagone, a rapporté le journal. Le budget total de la sécurité nationale comprend les dépenses pour le département de la Défense, les armes nucléaires du département de l'Énergie et les fonctions de sécurité nationale du FBI, a indiqué de son côté un rapport de *Bloomberg*. La source non identifiée a confirmé à *The Hill* que le projet de budget du président serait l'un des plus grands investissements en matière de sécurité nationale dans l'histoire des États-Unis. Il a déclaré que les fonds maintiendraient l'assistance de sécurité continue à l'Ukraine et qu'ils seraient investis dans le renforcement de notre défense, de la sécurité de l'Indo-Pacifique et de l'alliance de l'OTAN. Biden a demandé 753 milliards de dollars de dépenses globales pour la défense et la sécurité nationale pour l'exercice 2022, mais il a finalement porté ce chiffre à 782 milliards. Au moins 40 Républicains des commissions des services

armés de la Chambre des représentants et du Sénat ont écrit une lettre au président. Dans la lettre, ils ont suggéré à Biden d'augmenter le budget de la défense nationale de 5% au-dessus de l'inflation, citant le conflit en Ukraine et ce qu'ils ont considéré d'autres menaces. Les États-Unis occupent la première place mondiale en termes de dépenses militaires. L'année fiscale du gouvernement fédéral débute le 1er octobre et s'étend sur un calendrier jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.
(Radio Havane Cuba, le 26-03-2022)

... CYBERESPACE ...

La Corée du Sud renforce son niveau de protection du cyberspace...

Le ministère de la Défense a élevé ce matin la condition de protection du cyberspace (CPCON) au niveau trois sur une échelle de cinq alors qu'il a été maintenu jusqu'à quatre depuis août 2021. C'est une première depuis mai 2017. Cette décision a été prise compte tenu de la cyberguerre continue entre la Russie et l'Ukraine, ainsi qu'à la menace récurrente de P'yongyang avec ses missiles qui pourrait s'élargir aux attaques en ligne. Selon un responsable du ministère, aucune tentative de piratage n'a été constatée sur le réseau de la défense sud-coréenne. Il s'agit simplement d'une mesure préventive. Le Service national du renseignement (NIS) a également renforcé son alerte de sécurité au niveau 2 sur une échelle de quatre. Ce dispositif est mis en place en raison de la montée de l'incertitude sur la cybersécurité, à savoir, le risque grandissant de cyberreprésailles de Moscou envers les pays lui ayant imposé des sanctions économiques, et les éventuelles tentatives de *hacking* qui pourraient se produire à l'approche de l'alternance politique. Suite à cette mesure, le gouvernement, les administrations régionales et les établissements publics doivent mettre en opération leur propre équipe d'urgence et prendre des mesures de sécurité. Pourtant, compte tenu de la charge de l'effectif sur fond de pandémie, chaque structure déterminera son propre niveau de réponse. Le NIS prévoit d'abaisser le degré d'alerte dès que les risques seront écartés.

(KBS World Radio, le 21-03-2022)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30